

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Rue Pierre Bonnard
CS87564
64000 Pau

Pau, le 17/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUDOTRANS

Plaine d'Abos
Route de Bézingrand
64360 Abos

Références : -
Code AIOT : 0005205499

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2025 dans l'établissement SUDOTRANS implanté Plaine d'Abos Route de Bézingrand 64360 Abos. L'inspection a été annoncée le 12/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à l'incident survenu le 18 février 2025 et ayant donné lieu à un dégagement d'oxyde d'azote.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUDOTRANS

- Plaine d'Abos Route de Bézingrand 64360 Abos
- Code AIOT : 0005205499
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Sudotrans est spécialisée dans le transport routier. L'activité est soumise à déclaration sur le site d'Abos.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubrique 1434	Code de l'environnement du 05/12/2016	Sans objet
2	Rubrique 1435	Code de l'environnement du 22/10/2018	Sans objet
3	Rubrique 4310	Code de l'environnement du 10/10/2015	Sans objet
4	Rubrique 4734	Code de l'environnement du 10/10/2015	Sans objet
5	Rubrique 2795	Code de l'environnement du 03/03/2014	Sans objet
6	Déclaration d'incident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection ne donne lieu à aucun constat de non-conformité.

Concernant l'incident du 18 février 2025 (dégagement de NOx), les investigations ont établi qu'il résultait d'une fuite accidentelle d'une solution d'acide cyanhydrique (HCN) ayant réagi avec des résidus d'hydrocarbures dans le réseau pluvial, sans lien avec une activité classée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubrique 1434

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/12/2016	
Thème(s) : Situation administrative, Vérification de la situation administrative	
Prescription contrôlée :	
Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435).	
1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant :	
a) Supérieur ou égal à 100 m ³ /h	A

b) Supérieur ou égal à 5 m ³ /h, mais inférieur à 100 m ³ /h	DC
2. Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation	A

Constats :

Le 30/10/2025, l'exploitant a déclaré une installation d'une capacité maximale de 99 m³/h. La distribution est réalisée à partir d'une cuve enterrée de 40 m³ en double enveloppe avec détection de fuites.

L'exploitant a présenté les éléments justifiant que le débit de l'installation est de 45m³/h. Cette situation est sans changement depuis le récépissé de déclaration établi en 2016.

Par ailleurs, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle périodique de l'installation réalisé en 2024 qui ne révèle aucune non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rubrique 1435

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/10/2018	
Thème(s) : Situation administrative, Vérification de la situation administrative	
Prescription contrôlée :	
Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.	
Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :	
1. Supérieur à 20 000 m ³	(E)
2. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	(DC)

Constats :

Le volume déclaré par l'exploitant le 30/10/2025 sous la rubrique 1435 est de 740 m³.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le volume de carburant distribué en 2024. Il s'élève à 530 m³.

Le rapport de contrôle périodique réalisé en 2024 a également été présenté. Il identifie deux non-conformités non majeures qui ont été traitées concernant notamment la nécessité de remplacer un flexible de distribution.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rubrique 4310

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/10/2015	
Thème(s) : Situation administrative, Vérification de la situation administrative	
Prescription contrôlée :	
Gaz inflammables catégorie 1 et 2.	
La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant :	
1. Supérieure ou égale à 10 t	A
2. Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 10 t	DC

Constats :

L'exploitant a déclaré une quantité maximale de GPL susceptible d'être présente dans l'installation de 2 t. Elle correspond à une citerne mobile de Gaz naturel comprimé (GNC) utilisée par TERECA pour procéder à la réalimentation d'un poste de distribution en cas de rupture de l'alimentation par le réseau.

La quantité de GNC contenu dans la citerne est d'environ 1,5 t (49 m³ à 50 bar).

Étant donné l'absence d'arrêté de prescription générale pour cette rubrique, l'installation n'est pas soumise à contrôle périodique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rubrique 4734

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/10/2015	
Thème(s) : Situation administrative, Vérification de la situation administrative	
Prescription contrôlée :	
Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.	
La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :	
1. Pour les cavités souterraines et les	

stockages enterrés :	
a) Supérieure ou égale à 2 500 t	(A-2)
b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t	(E)
c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total	(DC)
2. Pour les autres stockages :	
a) Supérieure ou égale à 1 000 t	(A-2)
b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total	(E)
c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	(DC)

Constats :

L'exploitant a déclaré le 30/10/2025 une capacité de 200 t sous cette rubrique.

Sur le site, il existe trois stockage de produits pétroliers et carburants de substitution :

- 100 m3 de gazole : 85 t
- 60 m3 de gazole non routier : 51 t
- 40 m3 de fioul : 34 t

Cela correspond à une quantité totale 170 t, inférieure à la quantité déclarée de 200 t.

Le compte-rendu du contrôle périodique réalisé en 2024 pour cette rubrique n'identifie aucune non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rubrique 2795

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/03/2014

Thème(s) : Situation administrative, Vérification de la situation administrative

Prescription contrôlée :

Installations de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, ou de déchets dangereux.

La quantité d'eau mise en œuvre étant :	
1) Supérieure ou égale à 20 m³/j	(A-1)
2) Inférieure à 20 m³/j	(DC)

Constats :

Un incident a été signalé sur le site le 18 février 2025, caractérisé par un dégagement anormal d'oxyde d'azote (NOx). Les premières investigations suggéraient que la société SUDOTRANS effectuait des opérations de lavage de citernes (rubrique 2795 de la nomenclature ICPE) sans en détenir l'autorisation requise.

Cependant, après échanges approfondis avec l'exploitant, il est apparu que l'émission de NOx était en réalité liée à une fuite d'acide cyanhydrique (HCN) en solution, survenue lors d'une manipulation de la vanne de pied d'une citerne. Le liquide répandu a contaminé le réseau de collecte des eaux pluviales du site et, en atteignant le débourbeur/déshuileur, a réagi, probablement au contact d'hydrocarbures résiduels, provoquant ainsi le dégagement gazeux observé.

Il a été constaté sur place que l'exploitant ne dispose que d'une installation de nettoyage externe des citernes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'incident

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Constats :

L'incident survenu le 18 février 2025 n'est pas lié à une installation classée, le transit des citernes mobiles de produits chimiques ne relevant pas de la nomenclature des ICPE. Aussi, il ne relevait pas de l'obligation de déclaration.

Pour rappel, les déclarations sont à effectuer sur le site <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>

Type de suites proposées : Sans suite